

Eyal Sivan : droit de réponse

Le cinéaste israélien installé à Paris a fait l'objet d'un article critique dans *Tribune juive* du 17 janvier, après la publication d'un point de vue dans *Le Monde* et d'un entretien dans *Maariv*, où Eyal Sivan laissait libre cours à son antisémitisme virulent. En vertu de la législation en vigueur et du droit absolu à la liberté d'expression auquel nous ne saurions déroger sans mettre en cause la crédibilité de notre titre, voici sa réplique :

« Suite à la publication par *Tribune juive* d'un article intitulé "Eyal Sivan : apologie de la violence", j'exerce, par la présente, mon droit de réponse. Le procédé qui consiste à discréditer un adversaire politique en falsifiant ses propos et en jetant le soupçon sur sa santé mentale est une méthode aussi vieille que le débat politique et que la lâcheté de ceux qui refusent d'y participer. Le régime totalitaire stalinien avait érigé cette pratique en art et *Tribune juive*, dans un article de Laurent Cohen, s'y essaie avec hargne. Je n'aurais pas pris la peine de répondre à M. Cohen si la gravité de ses propos n'avait été un pur et simple appel au meurtre. "Le cas Sivan relève moins de la politique que de la lutte anti-terroriste", écrit-il. On pourrait en conclure qu'à bout d'arguments, il faut éliminer l'adversaire ou - pour les moins courageux - inciter d'autres à le faire. Or l'adversaire politique que je suis est - que cela vous plaise ou non - un Israélien juif qui a osé écrire, au mépris des considérations ethniques, tribales ou communautaires en vigueur, que les institutions juives officielles de France et ceux qui se disent sionistes ou amis d'Israël œuvrent de façon systématique à la réduction du judaïsme au concept mussolinien de peuple : "un groupe de gens qui combattent ensemble".

J'éprouve de l'amour pour mes proches et pour mes amis, mais je ne connais pas l'amour de la tribu. "Haineux", "obsessionnels" etc., sont les qualificatifs réducteurs régulièrement utilisés pour esquiver le débat,

mais ne font pas partie de mes sentiments ni de mon vocabulaire politique. C'est dans un souci de défense de l'universalisme juif face au nationalisme juif et sa propagande dispensée par la communauté juive officielle en France, que j'ai écrit un point de vue qui a été publié par *Le Monde* le 8 décembre dernier, et dont je comprends bien qu'il en ait dérangé plus d'un. Par la suite, *Maariv*, un journal de mon pays, m'a interviewé et a publié un article dans lequel je revendique toutes les citations qui me sont attribuées. Je défie quiconque d'y trouver une seule incitation à la violence. Il me semble révélateur que les questions soulevées n'aient donné lieu à aucun débat dans vos pages et grossier qu'on ait préféré faire de moi un dangereux déséquilibré.

Le débat entre sionistes et anti-sionistes dans la diaspora juive est aussi ancien que le mouvement national juif

lui-même. Jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le sionisme était largement minoritaire parmi les Juifs de par le monde. C'est la

montée foudroyante de l'antisémitisme européen et le génocide qui l'ont rendu majoritaire. Est-il nécessaire de rappeler qu'aujourd'hui la majorité des Juifs - et parmi eux les plus ardents défenseurs de la cause sioniste - n'ont pas choisi de vivre dans l'Etat juif ? Les sionistes de la diaspora sont prêts à se battre, de loin, jusqu'au dernier des Israéliens. Le symbole de "l'Etat juif" ou de "l'armée juive" semble leur être plus cher que les habitants d'Israël eux-mêmes.

Le sionisme et l'Etat d'Israël sont, par définition, à l'opposé de la démocratie laïque dans laquelle la majorité écrasante des lecteurs de ce journal et moi-même avons choisi de vivre et où nous jouissons de tous les droits et libertés de la République. Pourtant, les institutions juives de France considèrent qu'être juif implique une appartenance mécanique au sionisme, qui ne serait pas un choix politique

mais un attribut naturel. Que le judaïsme laïque ou en voie de laïcisation souffre d'une confusion identitaire, cela ne fait aucun doute. Mais que le sionisme et les symboles de l'Etat d'Israël deviennent un palliatif aux questions identitaires, c'est inquiétant voire dangereux. Car l'antisémitisme n'a jamais été l'ennemi du sionisme... comme la pluie n'est pas l'ennemi des vendeurs de parapluies.

Si la crispation identitaire en France, surtout dans les quartiers dits difficiles, est incontestable, on peut l'attribuer entre autres à des changements sociologiques profonds dans la population juive, organisée autour d'institutions communautaires, et à la population musulmane, socialement désorganisée. Deux logiques victimaires s'y confrontent. D'une part les beurs, qui se sentent exclus de la société française et victimes de ce qu'ils perçoivent, de manière accrue depuis les attentats du 11 septembre,

comme une croisade anti-islam menée par l'Occident. De l'autre côté, les Juifs séfarades - majoritaires au sein de la communauté juive française - qui trouvent dans les attaques anti-juives un moyen de rejoindre cette néo-identité centrée autour de la culture victimaire juive dont ils ont été exclus pendant des années parce qu'elle était focalisée sur les victimes (ashkénazes) de la Shoah. Les institutions juives communautaires croient proposer une réponse identitaire claire aux enfants et petits-enfants des rapatriés d'Afrique du Nord sous forme de soutien à Israël. Les jeunes Juifs se tournent vers le sionisme comme les jeunes beurs, qui vivent eux aussi une confusion identitaire, se tournent vers des organisations socio-politiques islamiques. Il est inquiétant de constater que, pour combler son incapacité à faire face à sa propre histoire, celle de la décolonisation de l'Afrique du Nord, l'Etat républicain incite ses citoyens musulmans à s'organiser en une forme communautaire semblable à celle des institutions juives, feignant d'ignorer que si celles-ci sont ainsi structurées, c'est parce qu'elles sont soutenues

« Faut-il rappeler que la majorité d'entre nous ne vit pas en Israël ? »

par l'Etat d'Israël dont elles représentent les intérêts politiques. Roger Cukierman, président du Crif, a d'ailleurs déclaré à la presse israélienne : "Lorsque Sharon est venu en France, je lui ai dit qu'il devait absolument mettre en place un ministère de la propagande, comme Goebbels. Il faut investir de l'argent, inviter des journalistes dans de beaux hôtels. C'est comme ça que s'y est pris le roi Hassan du Maroc qui avait, lui aussi, une notoriété abominable et devait la modifier" (*Haaretz*, 26/9/01). Je suis en effet favorable au combat politique contre l'ambassade d'Israël en France, comme contre toutes les organisations juives sionistes de France, officines de soutien inconditionnel à la politique israélienne. A ce sujet, le professeur Leibowitz - que

M. Cohen prétend avoir connu et qui était sioniste - considérait explicitement que le sionisme avait achevé sa mission le 15 mai 1948, le jour de la déclaration d'indépendance d'Israël. Son sionisme ne l'a pas empêché de déclarer : "Pour la plupart des Juifs qui se déclarent tels, le judaïsme n'est plus que le bout de chiffon bleu et blanc hissé en haut d'un mât et les actions militaires que l'armée accomplit en leur nom pour ce symbole. L'héroïsme au combat et la domination, voilà leur judaïsme". » ●
Alors qu'Eyal Sivan ouvre son droit de réponse en affirmant que nous aurions « falsifié ses propos », il précise plus bas qu'il « revendique toutes les citations » qui lui sont attribuées. Chacun jugera.
L. C.

Identité séfarade et « culture victimaire »

LA LETTRE

DU MÉDIATEUR

Journal juif ou journal communautaire ?

Certains lecteurs s'interrogent légitimement sur le sens de notre ambition affichée, celle qui consiste à sortir des « logiques militantes » de la communauté organisée. Réponse : nous sommes des défenseurs de la cause juive en général, ou plutôt des causes juives, qui sont multiples. L'amour du peuple juif, une qualité dont la Thora souligne l'importance vitale, nous anime constamment. Mais la manière dont nous vivons, à titre privé ou « communautaire », notre propre judéité, ne doit en aucun cas affecter, encombrer notre travail quotidien. Car un journal est fait pour informer un large public, non pour transmettre tel ou tel « message » particulier. Le moteur du journalisme est la curiosité, le doute, la volonté d'être surpris en permanence, de ne jamais rien tenir pour acquis. C'est précisément le contraire du militantisme, au sens étroit du terme. *Tribune juive* est donc un journal juif et un journal communautaire, dans la mesure où il informe

notamment sur la vie associative de la communauté. Mais il n'est pas « communautaire » si cet adjectif signifie qu'il aurait pour vocation d'être le simple porte-parole, la courroie de transmission des associations concernées. Porte-parole et journaliste sont deux fonctions antinomiques. C'est ainsi que dans ce numéro, Eyal Sivan, Israélien non sioniste, exerce en toute liberté son droit de réponse en tenant des propos agressifs contre *Tribune juive*, tout en émettant (par ailleurs) des idées qui nous paraissent mériter un débat de fond sur l'identité séfarade en France. Dans ce même numéro s'expriment le ministre Benny Eilon, représentant l'extrême droite sioniste, et Jacques Kupfer, dont on connaît la fougue *likoudnik*. Le socialiste Julien Dray côtoie le Lyonnais Jérôme Atlan, supporter de Charles Millon... Qui a tort ? Qui a raison ? A vous de juger. Il ne nous appartient pas de le faire à votre place. ●